

Règlement de consultation

Concernant

L'appel d'offres ouvert sur offres de prix
N° 16/RFM/2018
du 30/03/2018 à 10h

Relatif à :

Frais d'animations culturelles afférants à la location d'un stand équipé dans le cadre de la cérémonie officielle du 13ème édition du salon international de l'agriculture au Maroc -Meknès 2018-

***A .O RESERVE A LA PETITE ET MOYENNE
ENTREPRISE***

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 1 **Objet du règlement de consultation**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix N° 16/RFM/2018 ayant pour objet :

Frais d'animations culturelles afférants à la location d'un stand équipé dans le cadre de la cérémonie officielle du 13^{ème} édition du salon international de l'agriculture au Maroc -Meknès 2018.

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement de consultation ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 2 **Liste des pièces à fournir par les concurrents**

Les pièces à fournir par les concurrents justifiant leurs capacités et leurs qualités sont celles prévues par l'article 25 décret n° 2-12-349 du 08 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics à savoir :

-A/Dossier Administratif:

A-1/ Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

1- La déclaration sur l'honneur comportant les indications et les engagements précisés à l'article 25 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics ;

2- Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ;

3- Pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement cette convention doit être accompagné d'une note indiquant notamment l'objet de la convention la nature du groupement le mandataire, la durée de la convention la répartition des prestations, le cas échéant comme prévue à l'article 157 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité.

A-2/ Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées aux articles 25 et 40 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics

a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par les

personnes physiques qui sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 3011-13 du 24 hijra 1434 (30 octobre 2013). Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - * Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - * Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - * L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- a) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;
- b) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.
- c) **L'attestation de la C.N.S.S justifiant que l'effectif qu'il a employé ne dépasse pas 200 (deux cent) personnes ;**
- d) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par les personnes physiques qui sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires ;
- e) **L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires ou l'attestation ou l'attestation du bilan annuel délivrée par la Direction Générale des Impôts.**

N.B : Les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance. A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B/ Un dossier technique comprenant :

- 1/ Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé

2/Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté les dites prestations.

Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- Au moment de la présentation de l'offre :

Outre les pièces du dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du présent marché.

- S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

C/ l'offre technique:

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations objet de l'appel d'offres, ce dossier doit

comporter un document de présentation global remis en format papier ou sur format électronique CD ou Clé et portant sur les points suivants :

1/**La méthodologie de travail** : définissant les différentes étapes de réalisation, ainsi que le planning global de conception.

2/**Une présentation** sur les différentes potentialités de la région Fès - Meknès - relatives au secteur agricoles 5 minutes-.

3/**La présentation d'équipe** dédiée à la réalisation des prestations objet du présent appel d'offre avec CV.

4/**Expérience générale**

Les références dans le domaine des expositions dans le cadre des salons nationaux et internationaux, cinq références minimum, avec un montant plus de 350.000.00DHS.

ARTICLE 3 Composition du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres en arabe ;
- Copie de l'avis d'appel d'offres en français ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau des prix -Détail estimatif;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics , Le dossier a présenté par chaque concurrent doit être mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent.
- L'objet du marché.
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

- **L'adresse e-mail et le numéro du registre de commerce du concurrent ;**
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

1 - la première enveloppe contient le dossier administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de la consultation paraphés et signés par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet .Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention «Dossier administratif et technique» ;

2 - La deuxième enveloppe contient l'offre financière composée de l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du présent marché et le bordereau des prix et le détail estimatif conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention «offre financière».

3 -La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être fermée et portée de façon apparente la mention "offre technique".

Les trois enveloppes citées ci-dessus doivent porter aussi de manière apparente :

- * Le nom et l'adresse du concurrent.
- * L'objet du marché.
- * La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 5 Monnaie spécifique des offres

La monnaie dans laquelle les prix des offres doivent être formulées et exprimées est le dirham Marocain.

ARTICLE 6 Critères d'admissibilité des concurrents

Les offres des concurrents seront examinées conformément aux dispositions des articles 36, 39, 40 et 41 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics, l'offre la plus avantageuse est la moins disante.

ARTICLE 7 Langue spécifique des pièces de l'appel d'offres

La langue dans laquelle doit être établie les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue arabe et française.

Concurrent

Maître d'ouvrage

